Le Tribunal Criminel Spécial (TCS) a décidé d'ouvrir une enquête sur la gestion de la Fédération Camerounaise de Football (FECAFOOT) par Samuel Eto'o. Cette décision fait suite à des accusations de mauvaise gestion et de détournement de fonds publics pesant sur le président de la FECAFOOT.

L'affaire a pris un tournant décisif après les déclarations du président Paul Biya lors d'une allocution à la jeunesse le 11 février 2024. Paul Biya a souligné l'importance du football au Cameroun et a insisté sur la nécessité d'une meilleure organisation et de résultats probants. Suite à ces directives, le gouvernement a pris des mesures drastiques, notamment en lançant des auditions au Premier ministère, y compris celle du président de la FECAFOOT.

Le Ministère des Sports a également décidé de ne pas renouveler le contrat de Rigobert Song et de son équipe, tandis que le TCS a été instruit d'ouvrir une enquête sur la gestion de la FECAFOOT, en particulier des fonds publics, par Samuel Eto'o. L'enquête a été confiée au commissaire divisionnaire Oko Petit Joël, ancien chef de la division des officiers de police judiciaire à la Police Judiciaire.

L'enquête vise notamment les 30 milliards de Fcfa alloués par l'Etat à la FECAFOOT sous la présidence de Samuel Eto'o, ainsi que les 2,7 milliards de Fcfa destinés à la participation à la Coupe du Monde au Qatar. Le gouvernement affirme détenir des preuves de détournement de

fonds dans ces affaires.

Un autre volet délicat concerne la gestion de l'équipementier ONE ALL SPORTS, avec des implications financières conséquentes. La FECAFOOT aurait reçu des équipements pour une valeur de 650 millions de Fcfa par an, sans que cela ne figure dans les comptes publics. Cette situation s'ajoute à d'autres enquêtes en cours sur des accusations de trucage de matchs à la CAF et à la FIFA.